

Choisir l'espoir

À DÉCOUVRIR

La résilience, une force à transmettre

Avoir 20 ans en 2020

Un engagement universel contre le travail des enfants

La vie de nos petites culottes
(et de celles qui les fabriquent)

WSM MAGAZINE

EN BREF

12

Un engagement mondial pour la fin du travail des enfants, et d'autres nouvelles en format court.



14

**INTERVIEW
MADE IN
CAMBODGE**

Des impacts de la crise Covid-19 sur le secteur de l'habillement.

4

DOSSIER

Le courage d'avancer.

18

VRAI OU FAUX

La protection sociale est-elle abordable financièrement pour les pays à faible revenu ?



6

**LA RÉSILIENCE,
UNE FORCE À
TRANSMETTRE**

Six partenaires du réseau de WSM témoignent.



22

**DANS NOS
ARMOIRES**

La vie de nos petites culottes (et de celles qui les fabriquent).

MERCI

19

Soutenez WSM et son réseau.

20

**TROIS
PORTRAITS**

Avoir 20 ans en 2020.



CHOISIR L'ESPOIR

Les femmes et les hommes de notre réseau de partenaires travaillent dans des situations très difficiles, apparemment sans espoir. Ce qui les porte, c'est la conviction que les choses peuvent vraiment changer. L'espoir leur donne la force dont ils-elles ont besoin pour faire bouger les choses. Lisez leurs témoignages dans ce magazine.

L'espoir en soi ne semble pas très durable, peut-être même un peu naïf. L'espoir n'est réel que si vous croyez sincèrement que le changement est possible. Il ne s'agit pas de se tenir à l'écart avec cynisme, mais de se retrousser les manches, de mettre les mains dans le cambouis, et d'aller collectivement vers le changement. Ensemble, changeons la donne !

Persévérer demande de l'amour, de l'engagement, de la participation, toujours en se transcendant pour le bien de l'ensemble. L'amour de la justice, croire au changement et l'espoir pour les plus vulnérables sont les moteurs de notre engagement pour WSM.

Inspirons-nous et nourrissons-nous les un-es les autres à travers ces valeurs classiques, mais riches. Ce que ça ouvre en nous, détermine qui nous devenons.

Un grand-père dit un jour à son petit-fils : « *Il y a un combat en moi, un combat entre deux loups. L'un est mauvais, en colère, cupide, jaloux, arrogant et lâche. L'autre est bon. Il est calme, aimant, modeste, généreux, honnête et digne de confiance. Ces loups se battent aussi en toi, et en chaque personne.* » Le petit garçon réfléchit un moment puis répond : « *Quel loup va gagner ?* » Le vieil homme sourit : « *Le loup que tu nourriras.* » (anonyme)

Andre Kiekens,

Secrétaire général WSM



LA FORCE D'AVANCER

« Écrivons un magazine dont le fil rouge est l'espoir ! ».

TEXTE / Nancy Govaerts

Une fois la décision prise, ce qui m'a frappée, c'est de voir à quel point l'espoir est sur toutes les lèvres.

En période de peur et d'incertitude, « il faut garder espoir ». On s'y blottit, on le chérit... Mais franchement, à la longue, on pourrait trouver ce leitmotiv un peu mièvre, non ?

En réalité, si vous vous plongez dans ce que les psychologues, philosophes, anthropologues et autres sages écrivent à ce sujet, cela vous sautera aux yeux : **l'espoir est la force motrice des personnes qui travaillent au changement.**

En 2019, Joris Luyendijk, journaliste néerlandais, anthropologue et critique du capitalisme contemporain, a demandé à cent scientifiques, artistes et entrepreneur-es de lui dire ce qui leur donne de l'espoir. Les réponses qu'il a rassemblées dans un livre, il les appelle des *coups de marteau de velours*. Les mots ont souvent ce pou-

voir : ils vous donnent un coup de pied dans la conscience, et vous mettent en mouvement. Du baume pour l'âme et de l'huile pour les rouages de l'action !

Citons Luyendijk qui en parle autrement : «Le contraire du cynisme est l'espoir dans lequel vous gardez consciemment ouverte la possibilité que tout se déroule au mieux. **L'espoir actif fonctionne comme un moteur de hors-bord**, nécessaire quand le vent se calme et que vous restez à l'arrêt.»

L'espoir nous montre qu'il est possible de nous changer nous-mêmes et de changer le monde. C'est l'espoir qui nous fait avancer dans les jours les plus difficiles. Avec ces mots, Blehri Lleshi, philosophe, activiste et

documentariste, confirme également que ceux et celles qui chérissent l'espoir croient encore que les choses peuvent changer.

On l'a dit et écrit à maintes reprises, la crise sanitaire actuelle est symptomatique d'un monde en déroute. Après cette crise, le monde devra changer. Une transition socialement juste est en latence depuis un certain temps déjà. Là où certain-es font encore l'autruche devant la crise climatique, là où d'autres doutent devant l'accroissement des inégalités, le Covid-19 n'épargne rien ni personne. Impossible de détourner le regard : **la pandémie** qui plonge de nombreuses personnes dans le désespoir **a donc paradoxalement accéléré l'espoir de changement.**

“

« L'espoir est ce qui, en nous, malgré toutes les preuves du contraire, continue de penser que quelque chose de meilleur nous attend si nous avons le courage de lutter et de travailler pour. »

Barack Obama

Essop Tasneem est directrice du "Climate Action Network International". Elle est également commissaire chargée du changement climatique et de la transition juste au sein de la Commission nationale de planification en Afrique du Sud : "Les analyses sont claires. Le système actuel conduit à l'épuisement de l'humanité et de la planète. **Mais il ne faut pas être naïf**", prévient Essop. "Le capitalisme a réussi à se réinventer encore et encore et ne cédera pas facilement. Mais il existe des alternatives. **Nous pouvons emprunter de nouvelles voies. Et nous devons le faire avec détermination, et ensemble.** Nous devons mener ensemble la bataille pour le changement, pour gagner en force et ne plus être ignorés." Elle croit également au pouvoir d'une société civile organisée qui construit une masse critique en sensibilisant, formant, mobilisant et organisant la population. Elle a **l'espoir connecté au réel** : elle fait des analyses, cherche de nouveaux moyens de contourner les obstacles et met en place des actions. **« Voir, juger, agir » est encore une méthode d'actualité, et dans l'ADN des personnes remplies d'espoir.**

Jan Mertens, philologue germanique, responsable politique au sein du groupe de réflexion Oikos, l'exprime ainsi : « Essayer de comprendre à quel point la planète est vraiment mal en point n'est pas du défaitisme, au contraire. Se laisser toucher par ce que l'on voit, puis, purifié par les

restes de son chagrin, aller de l'avant pour rendre le monde meilleur, voilà une forme d'optimisme intéressante.

Pour agir en optimiste - et donc voir l'avenir comme ouvert - vous devez aussi oser permettre le pessimisme.

Cet optimisme est alors plus un acte d'amour que l'exécution d'un devoir, et cela me semble une pensée encourageante. »

L'espoir a deux filles de toute beauté : la colère et le courage.

La colère devant l'état des choses, et le courage de les changer. Ces mots sont d'Augustin, théologien, philosophe et père de l'Eglise. L'espoir, moteur du changement, suppose que ceux-celles qui le chérissent se tiennent les deux pieds dans le monde et affrontent la vérité. L'espoir se nourrit ensuite de l'indignation, de la colère et du courage d'agir et de se battre. L'espoir naît souvent à des moments où la peur ou le désespoir se manifestent également.

Ces dernières semaines, nous avons demandé aux partenaires de notre réseau ce qui leur donne de l'espoir. Vous pouvez lire quelques-unes de leurs réponses dans ce magazine. Ce que ces acteur-trices du changement partagent par-delà les frontières, les différences de langue et de religion, c'est précisément leur volonté de contribuer au changement. Leurs exemples sont inspirants. Dans un monde en crise où nous avons le choix entre le cynisme, le désespoir

paralysant, la peur ou l'espoir ... **Nous choisissons la force de contribuer au changement, résolument !**

Et vous, comment gardez-vous l'espoir, en ces temps difficiles? Racontez-nous. Envoyez un courriel à info@wsm.be. Nous aimerions donner une place à vos pensées pleines d'espoir dans notre prochain magazine.

Nous concluons sur un extrait du livre de Dirk Van Duppen, médecin à Médecine pour le Peuple, "Zo verliep de tijd die me toegemeten was." (« C'est ainsi que mon temps s'est écoulé »). A la question qu'il pose à un jeune médecin qui travaille dans un camp de réfugiés, pour savoir comment il persévère, jour après jour, celui-ci lui répond avec l'histoire de l'oranger : « Il lui faut sept ans pour porter ses premiers fruits. Si vous savez cela, vous aurez la patience d'attendre... Dans le cas contraire, vous vous serez agacé et frustré. Persévérer, c'est être convaincu de la victoire finale, tout en gardant à l'esprit que vous ne vivrez peut-être pas le jour de cette victoire... Cela signifie aussi que chaque être humain compte et peut faire la différence. »

Dans cet article, nous nous sommes laissé-es inspirer par Barack Obama, Joris Luyendijk, Blehri Lleshi, Essop Tasneem, Jan Mertens, Augustin, Dirk Van Duppen, un jeune médecin de Beyrouth et un oranger, et les nombreuses personnes courageuses et porteuses d'espoir de notre réseau.



DONNEZ DE L'ESPOIR. ET CHANGEZ LA DONNE !

Soutenez les moteurs du changement du réseau de WSM, afin qu'ils puissent faire la différence ! Faites un don via notre plateforme en ligne www.actions.wsm.be ou via notre compte BE96 7995 5000 0005. Sachez que pour tout don supérieur à 40€ en 2020, vous obtiendrez une déduction fiscale de 60% du montant. Merci déjà pour votre solidarité !



Le choix de WSM : ensemble, et tourné vers l'avenir !

WSM opte pour la coopération internationale et la solidarité. Avec des mouvements sociaux du monde entier, nous visons plus d'égalité, de travail décent et de protection sociale. En réseau, nous partageons des expériences et des connaissances, et nous agissons ensemble. Parce que l'action collective nous renforce ! Coopérer nous emmène plus loin. C'est pourquoi nous offrons à nos partenaires la garantie financière de travailler ensemble sur le long terme. La solidarité internationale permet un changement réel et structurel.

Ce choix est rendu possible grâce à vous ! Nous pouvons compter sur le gouvernement belge pour une partie de nos finances. Mais 35% de nos ressources proviennent de mouvements sociaux solidaires, de villes et de communes, d'initiatives personnelles et de donateur-trices individuel-les comme vous !

Vos contributions sont donc notre garantie de faire changer les choses.



#CHANGEONSLADONNE

LA RÉSILIENCE, UNE FORCE À TRANSMETTRE

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir, et comment le transmettez-vous aux autres ? Nous avons parcouru le monde avec ces questions. De la République dominicaine au Guatemala, de l'Inde à l'Indonésie, de la République démocratique du Congo au Togo, six acteurs et actrices de changement témoignent de ce qui les touche, de ce qui les motive, de ce qui nourrit leurs rêves. Le fil rouge de leurs histoires ? Peu importe la reconnaissance... Ils-elles veulent faire la différence !

TEXTE / Katrien Liebaut - PHOTOS / WSM

MARIA MARTINEZ

DU MOSCTHA EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Les rencontres avec des personnes positives, ma foi, la possibilité d'unir mes forces à celles de personnes partageant les mêmes idées, etc. sont ce sur quoi se construit mon espoir. Je sais que le moment viendra où nous serons plus forts en tant que société. C'est pourquoi je persévère.

Certain-es compatriotes ne me comprennent pas : moi, une dominicaine, qui défend des personnes d'origine haïtienne ? Ils oublient que les droits humains s'appliquent à toutes et tous. Je me bats pour les sans-papiers. Leur situation est désespérée. Cette injustice me met en colère.

Dans nos groupes de discussion, tout le monde est le bienvenu. Nous visitons les quartiers où vivent les migrant-es haïtien-nes avec nos cliniques mobiles. Pour ceux-celles qui ont des papiers et voudraient suivre une formation, nous leur donnons les bonnes informations.

L'amour, la compréhension et le respect: ce sont ces trois piliers que je recommande à tout le monde.

Le MOSCTHA défend les personnes d'origine haïtienne en République dominicaine. Beaucoup d'entre elles vivent sans documents officiels et n'ont donc pas accès aux soins de santé publics, à un emploi, à une éducation. Le MOSCTHA leur apporte l'espoir, avec un soutien juridique, des soins de santé et une formation qui les rend économiquement indépendant-es. Pour les formations techniques, WSM garantit 3.600 euros par an au MOSCTHA. Avec ce montant, 40 stagiaires peuvent suivre une formation.

JULIO JIMENEZ

DU SYNDICAT CGTG AU GUATEMALA

Au début de la pandémie, le ministère du Travail et les tribunaux ont cessé leurs activités. Les plaintes des employé-es ne pouvaient plus être entendues. Ironiquement, le ministère est resté accessible aux employeur-euses. Lorsqu'ils ont demandé la liberté de suspendre les contrats sans rémunération, le ministère a rapidement accepté. Nous avons réagi immédiatement et avons exigé une aide gouvernementale pour les chômeur-euses temporaires. Les employé-es se sont alors senti-es représenté-es par nous. Leur confiance en nous me donne de l'espoir.

Les entreprises textiles, en particulier, ont fermé leurs portes ces derniers mois. Des milliers de travailleur-euses ont été suspendu-es. Certain-es ont dû prendre un congé obligatoire. Nous veillons à ce que l'indemnité de chômage promise de dix dollars par jour soit effectivement versée. Nous intentons des procès pour défendre les travailleur-euses. Malheureusement, le gouvernement a annoncé que les réserves financières pour le bonus sont presque épuisées. Mais je reste optimiste. Même dans le chaos, on peut obtenir des résultats positifs.

La CGTG représente 61.000 travailleur-euses guatémaltèques, gère des fonds d'assurance maladie et des pharmacies, et accorde de petits prêts. Avec 4.200 euros, Julio et son équipe offrent un soutien juridique. Les trois-quarts des membres de la CGTG sont en difficulté financière à cause de la crise et ne sont plus en mesure de payer leurs cotisations de membre. Avec le soutien de WSM, la CGTG peut continuer à faire la différence.

JOSÉPHINE AMALA VALARMATHI

DU MOUVEMENT DES TRAVAILLEUR-EUSES DOMESTIQUES NDWM EN INDE

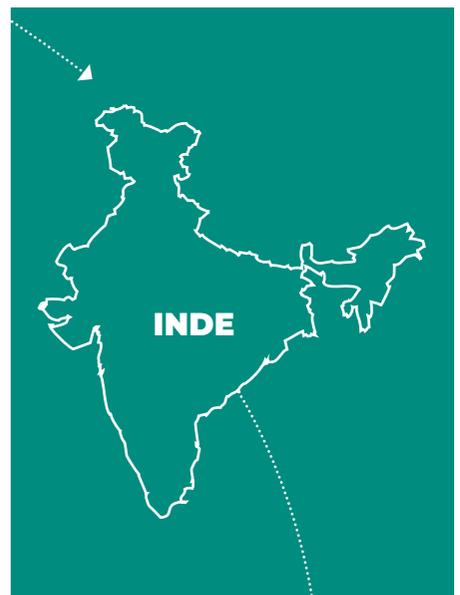
Si nous ne défendons pas les travailleuses domestiques, qui le fera ? Nous sommes leur seul espoir.

La pandémie a apporté tant de chagrin. Les cris de la faim retentissent depuis le mois de mars. Les employeur-euses sont méfiant-es et interdisent le travail à leur personnel domestique. Nous avons fait du porte-à-porte dans les bidonvilles, distribué des colis de nourriture et informé 25.000 familles sur les gestes barrières. Nous avons aidé aussi les travailleur-euses domestiques au chômage à obtenir des allocations gouvernementales.

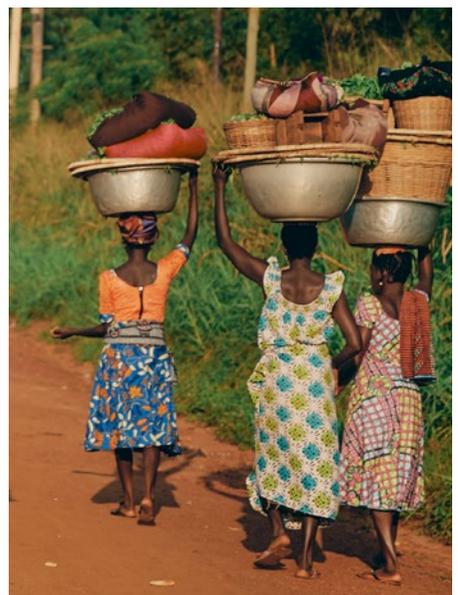
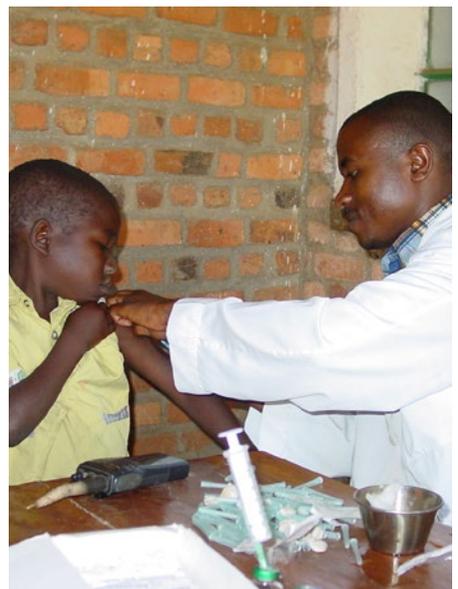
Nous continuons également à organiser des formations, car de nouvelles compétences augmentent les chances sur le marché du travail. Malheureusement, nous avons perdu des membres à cause de ce terrible virus.

Mon conseil ? Ne vous laissez pas distraire par la crise. Continuez à contribuer par vos gestes quotidiens à une société humaine, plus juste et solidaire.

En Inde, le NDWM défend les droits des travailleur-euses domestiques, organise des formations et des campagnes de sensibilisation. Grâce à ce mouvement, le travail de femme de ménage a été reconnu comme un véritable travail, avec des droits et des niveaux de salaire minimum. Cette année, WSM a fourni un soutien de 15.000 euros pour de l'aide alimentaire, les mesures de prévention Covid-19 et le plaidoyer pour étendre les mesures sociales. Le NDWM est une véritable bouée de sauvetage.



VOYAGE AUTOUR DU MONDE



SULISTRI AFRILESTON

EN INDONÉSIE

Avec la crise du coronavirus, des milliers de travailleur-euses ont perdu leur emploi cette année. En plus, récemment, le gouvernement a voté une nouvelle loi sur le travail. Cette «*loi omnibus*» ne fait qu'effacer ce pour quoi nous nous sommes battu-es pendant des années ! Les salaires minimum ont été soudainement abolis, les indemnités légales de licenciement fortement réduites,... C'est une pilule amère à avaler. Pourtant, nos membres restent pleins d'espoir et nous font confiance. Cela me donne de la force.

Aucun secteur n'échappe à la pandémie, mais le secteur du tourisme, un secteur clé dans notre pays, est particulièrement touché. Les clients des hôtels ne reviennent pas, et les hôtels ont du mal à payer leur personnel. KSBSI s'engage à dialoguer, avec des succès à la clé.

Un message pour les lecteur-trices ? Continuez à faire preuve de solidarité. Surtout maintenant ! Et je voudrais lancer un appel aux syndicalistes en Belgique : tout conseil pour négocier l'abrogation de la loi omnibus est le bienvenu !

La confédération syndicale indonésienne **K-SBSI** compte plus de 800.000 membres. Cette année, son attention s'est principalement portée sur les travailleur-euses touché-es par les impacts du Covid-19. Avec un soutien de WSM de **9.000 €**, K-SBSI sert de médiateur pour les indemnités de chômage de 47.000 personnes licenciées. **Mais les temps s'an-noncent difficiles. La solidarité internationale reste nécessaire.**

JEANNE KAZAMBA MUNIERE

D'UNE MUTUELLE DE SANTÉ EN RDCONGO

Je suis gestionnaire d'une mutuelle de santé. Nos membres peuvent compter sur des soins de qualité et le remboursement de 90% des coûts.

Pour que la solidarité fonctionne vraiment, nous avons besoin de beaucoup de membres ! Des animateur-trices descendent dans la rue et expliquent combien coûte une admission à l'hôpital sans mutuelle de santé. Nous voyons parfois des familles qui doivent vendre leurs appareils ménagers pour pouvoir payer leurs frais de santé. Cela doit vraiment changer ! Grâce à des accords clairs, une mutuelle de santé peut garantir des soins de qualité. Et nos services vont bien au-delà de cela. Nous fournissons des conseils santé, organisons des formations professionnelles et encourageons les gens à se rassembler en coopératives pour s'assurer des revenus plus stables.

Connaître l'intérêt des lecteur-trices belges pour notre action est un réel encouragement pour moi.

Le **CGAT** veut fournir des soins médicaux de qualité et abordables à la population congolaise. Au total, douze mutuelles comptant plus de 30.000 membres sont sous la gestion du CGAT. Jeanne peut compter sur leurs conseils. Le CGAT organise des formations pour les mutualistes, contrôle et garantit la qualité des soins et aide au bon remboursement des frais médicaux. **Avec un capital de départ de 12.000 euros, le CGAT peut lancer une nouvelle mutuelle de santé.**

Par son travail de plaidoyer politique, le CGAT cherche à faire reconnaître le principe du mutualisme au niveau national, afin de donner à toute la population l'accès à des soins de santé de qualité.

YVES DOSSOU

DU SADD AU TOGO

Lorsque l'on prend conscience de sa réalité et de la force du collectif, lorsque les têtes et les cœurs s'enflamment pour les valeurs humaines, alors les actes suivent.

Ce qui me donne la force de continuer, c'est de constater que les lignes bougent, grâce à l'action de SADD. Nous nous mobilisons pour promouvoir les droits des travailleur-euses, avec une attention particulière pour les secteurs vulnérables, souvent oubliés, comme les travailleur-euses du secteur minier. Nous défendons aussi les communautés voisines de ces projets miniers, dont la vie et l'environnement sont fortement affectés. Nous nous assurons ensemble qu'un vrai dialogue social ait lieu afin que les entreprises prennent leur responsabilité.

Mon message aux lecteur-trices, c'est cet adage africain : **« La nuit est longue, mais le jour vient. »** Nous poursuivons notre lutte, dans la légalité et la non-violence, pour une transformation sociale qui réponde aux besoins, aux aspirations et aux droits des travailleur-euses et de la population.

Le **SADD** forme un vaste mouvement citoyen pour faire connaître les droits économiques, sociaux et culturels des travailleur-euses togolais-es. **Avec 5.000 euros, le SADD forme 100 personnes au syndicalisme, au droit à un environnement sain, à un travail décent, à la sécurité et à la santé, et à la responsabilité sociale des entreprises. Parce que la lucidité incite à l'action !** Cette année, une attention particulière a été accordée à la prévention sanitaire, afin de contrer la pandémie de Covid-19, et aux conseils sur la façon de mener le dialogue social en entreprise sur les mesures à prendre pour lutter contre le virus.



NOS PROGRAMMES DE COOPÉRATION RÉALISENT NOS RÊVES COMMUNS

WSM prépare son nouveau programme de coopération pour la période 2022-2026, avec 97 partenaires répartis dans 24 pays. Des séminaires continentaux sont organisés en novembre et en décembre dans quatre régions du monde. Les réunions se passent en virtuel, forcément ! Mais, nous sommes plus connecté-es que jamais ! Objectifs : analyser et faire des choix stratégiques ensemble, poussé-es par l'espoir d'un changement pour les plus vulnérables de notre planète, et déterminé-es à surmonter la crise main dans la main, ne laissant personne de côté ! #Changeonsladonne !



Une fresque taille XXL rue Neuve

Face au Covid-19, une fresque éphémère géante « PAY YOUR WORKERS » interpelle les enseignes de mode en plein Rue Neuve à Bruxelles. Réalisée par le Collectif de street artistes « pARTerre » et à l'initiative d'achACT et de la campagne Schone Kleren, cette fresque fait écho aux voix des travailleurs et travailleuses 'pris en otages' depuis des mois dans les pays de production. L'objectif ? Obliger les marques H&M, Primark, Nike et les autres, à garantir le paiement complet des salaires aux travailleuses et travailleurs des filières de production, victimes de la situation liée à la crise sanitaire mondiale.

UN ENGAGEMENT MONDIAL POUR LA FIN DU TRAVAIL DES ENFANTS !

C'est une première historique. Jamais auparavant une convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) n'a été officiellement ratifiée par l'ensemble des 187 États membres. Aujourd'hui, c'est chose faite ! Et il s'agit de la convention 182 (C182), dans laquelle les États s'engagent à lutter contre 'les pires formes de travail des enfants' (esclavage, exploitations sexuelles, embrigadement d'enfants dans les conflits armés, ...). Le problème du travail des enfants est-il pour autant résolu ? Certes, non... Mais le fait est que, désormais, il existe un cadre universel qui permette de taper sur les doigts des pays où des infractions y seraient constatées ! Une lumière pour tous les enfants du monde dans une année bien sombre...

11.11.11.

DES VŒUX PROCHES MÊME À DISTANCE !



Les fêtes de fin d'année approchent. En cette période d'éloignement forcé, retrouvez le plaisir d'envoyer et de recevoir des cartes de vœux. Surprenez vos proches en toute sécurité avec cette attention, et rappelez-leur que même à distance, vous pensez à eux ! Les commandes se font par lot de 10 cartes, pour 10 euros seulement. Intéressé-es ? Plus d'infos sur www.wsm.be et contactez Marie (marie.raida@wsm.be).

Le produit de la vente de nos cartes est intégralement reversé à nos partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les cartes proposées à la vente sont issues des produits de l'Opération 11.11.11.



Faites le plein de solidarité avec l'opération 11.11.11.

Le mois de novembre rime avec solidarité internationale ! L'opération 11.11.11, c'est un moment pour s'informer, pour échanger et pour soutenir les initiatives allant dans le sens d'un monde juste et durable. Au vu de la crise sanitaire et du manque de contact avec les gens, les ventes de produits 11.11.11. ont exceptionnellement été prolongées ! Les produits solidaires 11.11.11. feront **d'excellents cadeaux de Noël**, de gourmandes attentions à offrir à vos ami-es et votre famille ou encore des petits plaisirs pour vous-même ! La bonne nouvelle ? Avec ces produits, vous faites un achat éthique et solidaire à la fois !

Commandez vite vos produits sur notre plateforme en ligne : <https://actions.wsm.be/>



ACCORD DE GOUVERNEMENT DES OBJECTIFS NOBLES À CONCRÉTISER

UNE ANALYSE D'ANTOINETTE VAN HAUTE, CHARGÉE DE RECHERCHE POUR LE CNCD-11.11.11

TEXTE / Antoinette Van Haute - PHOTO / CNCD-11.11.11

L'Accord du gouvernement Vivaldi met en avant des engagements importants pour la coopération au développement. Mais de nombreuses incertitudes subsistent.

L'Accord de gouvernement annonce « une trajectoire [...] afin d'atteindre, d'ici à 2030, la norme convenue au niveau international, soit 0,7 % du PIB ». Un engagement important, car l'aide belge au développement était, en 2019, à son niveau le plus bas depuis 2004, après des années de diminution continue.

Encourageant également, l'intention du gouvernement de « s'engager de manière constructive dans les discussions sur les annulations de dettes bilatérales et multilatérales », car la majorité des pays à faibles revenus sont menacés d'une crise de la dette à la suite du coronavirus. Mais encore faudrait-il, dans un premier temps, que la Belgique s'engage, elle-même, à annuler les demandes de remboursement des créances bilatérales en cours pour les pays en difficulté financière, du moins tant que dure la crise économique due au coronavirus.

Le gouvernement annonce, par ailleurs, maintenir la concentration de la coopération au développement dans les pays les moins développés et les Etats fragiles. Encore un engagement à saluer, puisque ce sont ces pays en particulier qui manquent le plus cruellement de moyens pour satisfaire les besoins de leurs populations.

De plus, l'Accord liste les secteurs prioritaires de la politique de développement : « l'accès à des soins de santé de qualité, l'enseignement, la protection sociale, le travail décent, le soutien au secteur privé local et le droit à la sécurité alimentaire, l'agriculture à petite échelle et la transition vers des systèmes alimentaires durables ». Une avancée positive, car l'agriculture à petite échelle agroécologique est un vecteur essentiel pour nourrir l'humanité en respectant les limites planétaires.

Notons, en outre, que le secteur privé local est mentionné dans la liste des secteurs prioritaires. L'ajout du mot « local » est primordial, sachant que d'autres passages de l'Accord de gouvernement peuvent inquiéter quant à une possible instrumentalisation de l'aide au développement au bénéfice d'entreprises belges. Heureusement, l'Accord certifie que la Belgique renforcera son aide non liée.

Enfin, une grande faiblesse de cet Accord concerne l'absence des principes d'efficacité de l'aide et du développement. Le « dialogue avec les partenaires » n'est cité qu'une seule fois alors que leurs opinions sont indispensables vu qu'ils assurent que toute coopération au développement soit basée sur leurs propres besoins et systèmes.

En conclusion : si les principes de cet Accord sont nobles, de nombreuses incertitudes subsistent. Les prochains mois seront déterminants pour garantir des moyens humains et financiers suffisants pour transformer les déclarations d'intention en actes concrets.



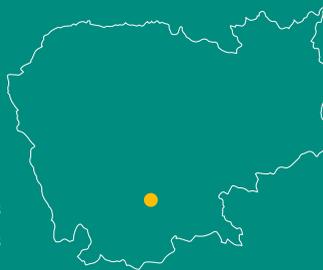


« Je m'efforce d'aider les autres dans mon travail. Puisqu'une vie ne dure pas très longtemps, nous devons l'utiliser intelligemment. Il n'y a rien de mal à vivre dans de bonnes conditions de vie, à condition de partager avec d'autres cette joie et ce bonheur. C'est une vision qui me motive et que je partage avec mon équipe. »



ID CAMBODGE

Le Cambodge se trouve en Asie du Sud-Est. Ce jeune pays a connu une forte croissance économique au cours de la dernière décennie. Cette croissance est en partie due au boom de l'industrie de l'habillement, l'une des plus grandes employeurs du pays. Des grandes marques comme Adidas, Nike et H&M font produire des vêtements et des chaussures au Cambodge.



Capitale : Phnom Penh

Premier ministre : Hun Sen (depuis 1985)

Population : Plus de 16 millions de personnes



INTERVIEW MADE IN CAMBODGE

S'ENGAGER POUR DE MEILLEURES VIES POUR LES AUTRES

PHNOM PENH - Avec quelques 800.000 travailleur-euses, l'industrie du textile est l'un des secteurs d'activités les plus importants du Cambodge. Mais la crise économique provoquée par le coronavirus bouleverse profondément ce secteur. Athit Kong (39 ans), président du syndicat cambodgien C.CAWDU, en voit les conséquences tous les jours. Il parle de la situation pendant la crise sanitaire et de ce qui le motive personnellement dans son travail syndical.

« J'avais 18 ans quand je suis allé travailler dans une usine moi-même », dit Athit. « Ma famille était pauvre et il n'y avait pas de travail dans mon village. Un ami savait qu'il y avait du travail à l'usine, alors je suis allé avec lui. »

Pourquoi avez-vous adhéré au syndicat à l'époque ?

« Il y avait beaucoup de problèmes à l'usine. Les salaires étaient peu élevés et les travailleur-euses s'évanouissaient souvent, sans compter qu'il y avait des problèmes avec la direction chinoise. Je voulais faire quelque chose pour aider mes collègues et moi-même. »

Le travail syndical peut être dangereux au Cambodge. De nombreux-ses militant-es syndicaux cambodgien-nes sont intimidé-es, agressé-es physiquement ou arrêté-es. Avez-vous déjà eu peur ?

« Oui, c'est le cas. Peu après que je me sois affilié à C.CAWDU, des hommes plutôt costauds et armés m'ont emmené au bureau de l'usine la nuit et ont tenté de m'intimider. Un moment terrible ! Aujourd'hui encore, il y a des moments où je ressens de la peur. Mais j'essaie de rester vigilant et de m'assurer que j'ai pris les bonnes décisions. »

Vous êtes père de quatre enfants. Que leur racontez-vous de votre travail ?

« Mes enfants me demandent parfois 'C'est quoi, C.CADWU?'. Comme ils ne comprennent pas le mot 'syndicat', je leur ai expliqué que nous ne devons pas travailler uniquement pour nous-mêmes. Nous devons aussi aider les autres qui sont dans le besoin. C'est une façon utile de vivre notre vie. »

La centrale syndicale C.CAWDU compte plus de 50.000 membres. Que faites-vous pour eux ?



« Nous avons trois objectifs principaux. Tout d'abord, nous voulons expliquer à nos membres la loi sur le travail et leurs droits. Ensuite, nous négocions les salaires et les conditions de travail avec les employeurs. Enfin, nous faisons du plaidoyer auprès du gouvernement en faveur de l'amélioration des conditions de travail. »

Y parvenez-vous encore aujourd'hui, en cette période de crise ?

« Les résultats ne sont pas aussi bons qu'avant. Nous l'avons par exemple vu lors des récentes négociations sur le salaire minimum. Ces dernières années, chaque ouvrier-ère avait droit à une augmentation salariale de huit à quinze dollars américains par mois chaque année. En 2021, par contre, le salaire minimum n'augmentera que de deux dollars. »

Quel est l'impact de la crise du Covid-19 sur l'industrie de l'habillement au Cambodge ?

« L'impact direct, c'est que les travailleur-euses perdent leur boulot. Plus de 200.000 travailleur-euses sont suspendu-es et plus de 15 usines ont entre-temps officiellement fermé leurs portes. Les allocations légales, telles que l'allocation d'ancienneté, ont été réduites. »

Comment est-ce possible ?

« Un employeur dont le carnet de commandes est vide peut décider de suspendre ses activités. Dans ce cas, la loi prévoit que l'entreprise peut rester fermée pendant deux mois, mais certaines usines restent fermées pendant quatre à six mois. Cette question continue de susciter de gros débats. Est-ce légal ou non? Et qui est responsable du paiement? Nous avons aussi vécu le cas d'une entreprise qui demandait une suspension alors que les travailleur-euses estimaient qu'il reste beaucoup de travail à accomplir. Cela suscite des interrogations. »

Lorsqu'une entreprise suspend ses activités, les ouvrier-ères ne touchent plus que 70 dollars par mois (59 euros), 30 dollars à charge de l'employeur et 40 dollars à charge des pouvoirs publics. Est-ce suffisant ?

« Aujourd'hui, le salaire minimum est de 190 dollars (161 euros) par mois. Si on y inclut les différentes primes, un-e travailleur-euse du textile gagne en moyenne 220 ou 230 dollars par mois. En cas de suspension, les ouvrier-ères ne touchent que 70 dollars par mois, c'est beaucoup moins de la moitié de ce qu'ils gagnent normalement. En fait, c'est juste assez pour payer le loyer et acheter un peu de nourriture. Donc,

non, ce n'est pas suffisant. Il est inhumain de donner seulement 70 dollars quand les gens doivent prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille. »

Nous avons également entendu parler de marques de vêtements qui annulent des commandes parce que des magasins ont fermé en Occident. Cela a-t-il été un gros problème ?

« Oui, en effet et cela a entraîné de très fortes réactions de la part des employeurs et des organisations patronales. Il était immoral que les marques annulent des commandes alors qu'elles avaient encore des accords avec les fournisseurs. Pour ce motif, les syndicats aussi ont exercé de fortes pressions sur les marques. Certaines, mais pas toutes, ont annulé leur décision. »

Que peut faire C.CAWDU pour aider les ouvriers et ouvrières, durement touché-es par la crise ?

« Notre priorité actuelle consiste à demander aux pouvoirs publics de ne pas retarder la subvention d'ancienneté et de ne pas retenir de primes de licenciement lorsqu'une entreprise ferme. Deuxièmement, nous voulons qu'en cas de suspension, les marques de vêtements paient 40% du salaire minimum. Cette somme correspondrait à 76 dollars; elle s'ajoute aux 70 dollars que les ouvrières touchent aujourd'hui. »

De nombreux vêtements produits au Cambodge sont vendus en Occident. Que voudriez-vous dire aux consommateur-trices occidentaux-ales ?

« Je pense que pour le-la consommateur-trice, l'achat de marques et de vêtements doit être le résultat d'un choix réfléchi. Regardez dans quels pays les marques produisent, et si elles-mêmes

et les pays en question respectent les droits du travail. Heureusement, grâce aux réseaux sociaux, les consommateur-trices sont bien mieux informé-es qu'avant. »

C.CAWDU dispose de partenaires puissants en Belgique. Avez-vous un message à leur adresser ?

« Je pense que nous avons fait de bonnes choses ensemble, mais nous devons en faire plus. Nous avons maintenant des ressources financières et des connaissances, mais nous avons besoin de plus de coordination. Les syndicats du monde entier et les personnes qui veulent soutenir les travailleuses peuvent apporter une contribution plus importante. Nous devons améliorer la façon dont nous organisons nos ressources et nos forces afin de devenir plus forts. »

Nous traversons des moments difficiles. Comment vous motivez-vous, vous et vos collègues, pour continuer à avancer ?

« Nous devons unir nos forces et nos moyens afin de devenir plus forts. La centrale C.CAWDU a connu des échecs, mais aussi des victoires. En ces temps où nous traversons des difficultés, nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir et de devenir plus forts ensemble. »

Et pour vous, personnellement ?

« Je m'efforce d'aider les autres dans mon travail. Puisqu'une vie ne dure pas très longtemps, nous devons l'utiliser intelligemment. Il n'y a rien de mal à désirer de bonnes conditions de vie, à condition de partager avec d'autres cette joie et ce bonheur. C'est une vision qui me motive, et que je partage avec mon équipe. »



ATHIT EST PRÉSIDENT DE C.CAWDU

C.CAWDU, centrale syndicale d'Athit Kong, est partenaire de la CSC et de WSM. Elle défend les droits des travailleurs et travailleuses de l'habillement au Cambodge. Grâce aux formations données par le syndicat, les travailleuses sont plus à même de défendre leurs droits. C.CAWDU négocie les conventions collectives au niveau des entreprises. Avec le gouvernement cambodgien, C.CAWDU plaide pour un salaire minimum plus élevé et tire la sonnette d'alarme en cette période de crise sanitaire. Cette année, grâce à un soutien de 5.000 euros de WSM, C.CAWDU a pu entamer des poursuites judiciaires pour les travailleuses et travailleurs dont l'usine a été définitivement fermée, qui ont été licenciés abusivement ou qui ne perçoivent plus de cotisations et qui, par conséquent, vivent sous le seuil de pauvreté.

Dans cette rubrique, nous cherchons à retirer le vrai du faux d'une idée reçue ou à tordre le cou d'un préjugé, sur un sujet qui nous touche.

“LA PROTECTION SOCIALE N'EST PAS ABORDABLE POUR LES PAYS À FAIBLE REVENU.”

TEXTE / Koen Detavernier

Pensions, allocations de chômage, soins de santé abordables, bonne éducation publique... Une bonne protection sociale est indispensable, mais elle coûte aussi de l'argent. Des pays comme la Belgique - avec un revenu moyen élevé - y consacrent une part importante de leur richesse nationale. On pourrait en déduire que les pays à revenu moyen inférieur ne peuvent pas assurer la protection sociale de leur population. Mais est-ce vraiment le cas ?

COMBIEN COÛTE LA PROTECTION SOCIALE ?

La Friedrich Ebert Stiftung (FES) l'a calculé pour 129 pays à revenu faible et intermédiaire. Les conclusions sont encourageantes. À court terme, 71 pays pourraient introduire une protection sociale de base. À condition qu'ils investissent 2% supplémentaires de leur produit intérieur brut dans la protection sociale. 54 pays devraient ajouter 6% à ce qu'ils dépensent déjà. Ce n'est que pour 13 pays que cela représenterait plus de 10% de leur PIB.

Supposons que nous financions la moitié du montant nécessaire pour ces treize pays à travers un fonds de solidarité internationale, cela nécessiterait environ 15 milliards de dollars par an ! Ce n'est même pas tant que cela en soi : 10% du budget global de la coopération internationale. Cela représente 0,9% du montant total dépensé aujourd'hui pour les armes et la défense.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a récemment (septembre 2020) calculé le montant nécessaire pour atteindre progressivement une protection sociale pour les populations des 29 pays aux revenus les plus bas d'ici 2030. Ils devraient pouvoir y consacrer un total de 100,9 milliards de dollars. Cela représente 11,5% de leur PIB rassemblé.

Par rapport aux impôts que ces pays collectent aujourd'hui, c'est presque la moitié (45%). Cela représente donc beaucoup d'argent et en dit long sur la pauvreté et la manière dont les impôts et les cotisations sociales sont collectés ! Cependant, des études montrent que les pays peuvent encore faire beaucoup dans ce domaine : s'attaquer à une fiscalité plus progressive, à l'évasion fiscale et aux flux d'argent illicites, augmenter la couverture de l'assurance sociale et améliorer la collecte de la sécurité sociale ne sont que quelques-unes des options. **Le financement de la protection sociale est donc avant tout une question de volonté politique.**

CONCLUSION :

Cela demande en effet un effort, mais il est tout à fait possible, pour les pays à faible revenu, de parvenir à une protection sociale pour l'ensemble de leur population.

Une protection sociale pour toutes et tous, c'est possible !

- **Redistribution**
- **Fiscalité juste**
- **Volonté politique et solidarité internationale**

Un dernier argument pour la route: la protection sociale peut soutenir le développement économique. C'est donc bien plus un investissement qu'un coût. Parce que, par exemple, les gens n'ont plus à vendre leur terre, leurs biens ménagers ou leur véhicule pour payer leurs frais médicaux. Une bonne protection sociale encourage l'esprit d'entreprise. Elle contribue à augmenter la production et la consommation locale et les empêche de s'effondrer en temps de crise. Enfin, avec une protection sociale complète, vous facilitez la transition vers une société neutre en carbone et plus durable. Parce que grâce à une garantie de revenus, il est possible aussi de développer et de se tourner vers de nouveaux secteurs durables.

L'OPTIMISME, UN DEVOIR MORAL ? SURTOUT EN CETTE PÉRIODE !

BRILLETZ D'ESPOIR EN CETTE FIN D'ANNÉE
ET SOUTENEZ AVEC WSM LES MOUVEMENTS SOCIAUX
QUI CHANGENT LA DONNE, ICI ET LÀ-BAS.

Ensemble, luttons pour une protection sociale et un travail décent
pour toutes et tous, ensemble pour une véritable justice sociale !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Si vous effectuez un don de 40€
ou plus au cours de l'année 2020,
vous serez remboursé-e de 60% du
montant de votre don via les impôts !



SOUTENEZ WSM ET SON RÉSEAU

Vos dons nous donnent les moyens de poursuivre nos combats et de soutenir au mieux nos partenaires, notamment dans leurs actions pour faire face aux conséquences socioéconomiques désastreuses de la **crise du Covid-19**.

Saviez-vous que les **ordres permanents** nous permettent de mieux planifier, et donc de mieux poursuivre notre travail ? Avec un ordre permanent pour WSM, faites un geste une fois pour faire la différence chaque mois !



LANCEZ VOTRE PROPRE ACTION DE RÉCOLTE DE FONDZ

Vous pouvez créer une action pour soutenir le travail de WSM à l'occasion d'un **événement personnel** : célébrer sa fin de carrière, un mariage, un anniversaire ou encore une naissance ! Rendez-vous sur actions.wsm.be pour créer votre action. En quelques clics, vous pourrez mettre votre action sous les feux de la rampe et vos supporters pourront facilement vous sponsoriser.



FAITES DU MONDE VOTRE HÉRITIER !

Soutenir WSM et ses partenaires est **une conviction, que vous pourrez continuer à défendre avec un legs**, même quand vous ne serez plus là. Si vous souhaitez léguer une partie de votre héritage à une association ou un organisme de bienfaisance, vous en avez l'occasion via la rédaction d'un testament. On se rencontre pour en parler ? Contactez-nous !

CONTACTS ET INFOS

www.wsm.be
Marie.raida@wsm.be
BE96 7995 5000 0005
BIC GKCCBEBB



Que signifie avoir 20 ans en 2020, dans un monde confiné, confronté à une crise sanitaire sans précédent ? Comment les jeunes se projettent-ils-elles dès lors dans l'avenir ? Quels sont leurs rêves, mais aussi... Quels défis sont-ils, sont-elles prêt-es à relever ?

20 ANS EN 2020

Trois jeunes militant-es de Belgique, de Bolivie et du Pérou nous livrent leur témoignage.

TEXTE / Jennifer Van Driessche, Santiago Fischer PHOTOS / JOC, CEJUPA



BOLIVIE – MARCOS **« L'AVENIR DE NOTRE PAYS SE CONSTRUIT AVEC NOUS ! »**

Marcos Castañon est militant de CEJUPA en Bolivie et se mobilise pour la défense des droits LGBTQ.

« Le confinement que l'on a vécu au printemps a été un véritable défi pour notre jeunesse car peu de gens bénéficiaient d'un véritable espace à la maison pour y vivre décemment 24H sur 24. Mais cette période nous a aussi permis de réfléchir davantage à notre impact sur la société, ainsi que sur le soin qu'on porte à notre Terre. On a aussi compris qu'on donne trop d'importance à des choses superficielles. Désormais, on comprend que notre tâche est de bâtir un futur qui s'articule autour des droits humains. On doit s'y engager. Pour cela, on doit mieux se parler entre les organisations sociales pour être ces moteurs de changement.

J'étudie la psychologie. Pendant le confinement, l'université a été fermée et aucune facilité ne nous a été accordée pour poursuivre nos études. J'ai donc perdu des mois précieux. J'ai pu survivre grâce à l'aide économique de ma famille. Je sais qu'il y a des personnes vulnérables qui ont été davantage touchées que moi. Je veux me battre pour elles et avec elles afin de faire valoir nos droits à une vie digne. Un rebond de l'épidémie et un nouveau confinement seraient catastrophiques.

La Bolivie vit actuellement un moment de transition politique, avec l'élection récente du nouveau président de la République, après le coup d'état de l'année passée. Nous, les jeunes, on veut construire l'après sur base de la démocratie et du dialogue. On doit tous œuvrer pour l'intérêt général, afin d'éviter que la corruption, longtemps présente dans la politique de mon pays, ne revienne en force.

L'avenir de la Bolivie se construit avec nous. Les différentes organisations dans lesquelles s'organisent les jeunes doivent s'unir et partager des expériences afin d'agir. Prenons notre destin en main ! »

“

« 'L'avenir appartient à la jeunesse' est une expression incomplète. On devrait plutôt dire 'l'avenir appartient à une jeunesse consciente' ! »

Jean-Claude Bomisso



PÉROU - ILANA L'ENTRAIDE, D'ABORD, ET PUIS L'OCCASION DE CHANGER !

Au Pérou aussi, la multitude d'initiatives d'entraide qui ont été mises sur pied montrent que face aux crises, c'est souvent la solidarité qui l'emporte.

« Au début de la crise, j'ai perdu mon travail. Je pense que j'étais restée dans ma chambre, j'aurais pu mourir... Pas du Covid-19, mais de faim. Mon amie Beatriz m'a accueillie chez elle. Elle est membre de la JOC. Les premières semaines, ça a été difficile pour moi de m'habituer à une nouvelle famille. Nous quittons la maison tôt le matin pour aller traire les vaches, puis nous rentrons et nous nettoignons, cuisinons... Je me plais bien dans ma nouvelle maison. J'aide à faire un certain nombre de choses, la nourriture est vraiment bonne parce que ce sont des produits frais qui proviennent de la ferme familiale. Je suis très reconnaissante. Cette période nous pousse à nous serrer les coudes. Après, quand on sera sorti de la tourmente, nous les jeunes, nous devons saisir l'occasion pour changer les choses. »

La JOC internationale a publié **une étude sur les impacts du Covid-19 sur les jeunes travailleur-euses partout dans le monde**. Le taux de chômage mondial ne cesse de croître et les jeunes en sont les premières victimes. Mais la conclusion se veut volontariste : en cette période de crise mondiale où presque tous les processus humains sont interrompus, l'occasion est unique de créer de nouveaux systèmes. La situation actuelle rend visibles les vulnérabilités et les injustices de notre système, permettant une meilleure prise de conscience. C'est le moment de réfléchir à nos priorités. L'objectif des JOC met donc en avant le rôle crucial que jouent les jeunes dans nos sociétés, afin de les inclure dans les espaces de décision et éviter tout type de discrimination basée sur l'âge, dans la société comme au travail.



BELGIQUE - MARIE DES BRIGADES DE SOLIDARITÉ DANS LA CITÉ ARDENTE

Elle s'appelle Marie Walhin et milite à Liège depuis presque deux ans avec les Jeunes Organisés et Combatifs (JOC).

« Depuis le début du confinement en mars, les jeunes se sont vus privé-es de leurs emplois dans l'horeca ou la vente, et parfois dans l'incapacité de retomber sur des aides sociales qui puissent leur permettre de subvenir à leurs besoins. Les enjeux pour nous sont de réussir à faire fleurir la solidarité pour qu'aucun-e d'entre nous ne soit mis-e à l'écart. »

A Liège, des 'Brigades de solidarité populaire' ont vu le jour durant la première vague de Covid-19 : ils-elles fournissent des colis alimentaires ou tiennent des stands de distribution de nourriture, gratuitement, en faisant appel à la solidarité des Liégeois-es.

« Je cherche toujours à créer, dès maintenant, un monde différent, dans lequel nos existences seraient plus épanouies et respectées. Parfois, comme en ce moment, créer ce monde, ça veut dire prendre soin des gens qui nous entourent en leur donnant de l'affection de plus loin, en restant chez soi ou en portant son masque, et parfois ça veut dire sortir et se battre pour faire entendre la voix d'une génération qui n'a pas envie de se laisser marcher sur les pieds et qui rêve d'un autre monde. »

DANS NOS ARMOIRES

Dans cette rubrique, nous partons de nos objets du quotidien pour plonger vers le monde.

LA VIE DE NOS PETITES CULOTTES

(ET DE CELLES QUI LES FABRIQUENT)

La crise du Covid-19 n'épargne personne, pas même le secteur de l'habillement. Et cela a des répercussions dans le monde entier ! Les grandes marques de vêtements ont vu leurs ventes chuter. En réaction, elles ont massivement annulé les commandes auprès de leurs fournisseurs au printemps dernier et ce, principalement en Asie où le gros de la production est situé. Les travailleur-euses de l'habillement ont soudainement perdu leur travail et leurs revenus. Et ce, alors que le coût de la vie reste tout aussi élevé. Il faut que cela change ! Découvrons ensemble comment...

TEXTE / Loïs Savat et Marie Raida



CONSEIL CINÉMA : « LA VIE D'UNE PETITE CULOTTE ET DE CELLES QUI LA FABRIQUENT »

Réalisé par Stéphanne Prijot, ce documentaire nous emmène à la rencontre de celles qui travaillent dans l'ombre des filières de production textile. De l'ouvrière dans les champs de coton ouzbeks, à la militante pour les droits des travailleuses en Indonésie, en passant par la commerçante belge, découvrez l'envers du décor de la fabrication d'une petite culotte. Un film qui questionne la valeur que l'on donne à nos petites culottes, mais s'intéresse surtout aux vies de celles qui les fabriquent ! Pour celles et ceux qui veulent aller plus loin, un outil de décryptage du film a également été réalisé.

LA FILLE D'O

La marque de lingerie « la fille d'O », fondée par l'entrepreneuse Murielle Scherre, est un exemple parmi d'autres qu'une mode durable belge est possible : production locale, matériaux durables, économie circulaire, réparations... Sur son site web, Murielle Scherre le clame: il n'y a pas de meilleur endroit pour commencer une révolution que nos sous-vêtements ! Depuis 2003, elle s'engage fermement dans la production d'une lingerie respectueuse des producteur-trices, et des consommateur-trices.

#PAYYOURWORKERS !

Depuis le début de la pandémie, des millions d'ouvrières et d'ouvriers du secteur de la confection ont subi des pertes de salaires et des licenciements abusifs. La campagne #PayYourWorkers, initiée par achACT, dont est membre WSM, et son réseau international, exige que les marques comme H&M, Nike ou Primark paient un salaire complet et versent les indemnités dues aux travailleur-euses ! Vous aussi, interpellez les enseignes : demandez-leur 'Do you #PayYourWorkers ?' et partagez une photo avec le # de la campagne sur les réseaux sociaux.

DEUX OUTILS PÉDAGOGIQUES POUR ALLER PLUS LOIN

Vous voulez aborder les dessous de l'industrie de l'habillement avec votre entourage, votre groupe local ou encore en classe ? Ça tombe bien, WSM a (co-)élaboré deux nouveaux outils pédagogiques sur ces thématiques ! Avec le jeu de rôles « **Sampheap, les salaires de la faim à la barre** », plongez au cœur d'importantes négociations internationales et questionnez les inégalités salariales au Cambodge. Dans « **Le jeu de la bobine** », outil directement inspiré du film présenté ci-dessus, analysez les impacts environnementaux et sociaux qui découlent de la production de nos vêtements et découvrez comment les réalités sont toutes imbriquées... Ces outils sont disponibles dans la mallette pédagogique du CNCD-11.11.11.

LE MOUVEMENT AUSSI SE MET AU VERT !

Les organisations belges du Mouvement Ouvrier Chrétien s'impliquent également. Parmi d'autres, ACV-CSC Metea, le mouvement socio-éducatif énéo ou les JOC font des efforts pour acheter des vêtements éthiques et durables. Un choix en cohérence avec leurs valeurs et porteur de changements concrets: merci à toutes ces organisations qui s'engagent !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Une loi qui oblige les entreprises à connaître et à prévenir les risques de violation des droits humains tout au long de leur filière de production, cela vous semble logique ? Nous aussi ! Pourtant, une telle loi n'existe pas encore. En Belgique, on retrouve seulement quelques initiatives sur base volontaire. Cette base volontaire implique que les entreprises qui fournissent de réels efforts sont en concurrence directe avec d'autres qui, elles, n'accordent aucune attention aux conditions dans lesquelles sont produits leurs vêtements et maintiennent ainsi des prix très bas. C'est pourquoi WSM et de nombreux partenaires demandent une loi sur le devoir de vigilance, afin de garantir et protéger les droits des travailleur-euses !

CONSEILS POUR UN DRESSING « SLOW FASHION »

Au quotidien aussi, nous pouvons agir au niveau de notre consommation et réduire considérablement notre impact social et environnemental !

- Achetez en seconde main, participez à des ateliers de transformation de vêtements («upcycling»), ou participez à des échanges de vêtements.
- Choisissez des marques qui sont membres de la Fair Wear Foundation.
- Consultez le site **fashionchecker.org** pour savoir quelles marques garantissent un salaire vital à leurs travailleur-euses.
- #WhoMadeMyClothes ? Posez la question dans les boutiques de mode, ou sur les réseaux sociaux. Interpeller les marques, c'est montrer que les consommateur-trices s'intéressent aux conditions dans lesquelles sont conçus nos vêtements.



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
magazine trimestriel de WSM
octobre - novembre - décembre 2020
P309504 - Bureau de dépôt Gent X



**LÀ OÙ IL N'Y A PAS D'ESPOIR,
NOUS DEVONS L'INVENTER.**

ALBERT CAMUS,
ÉCRIVAIN ET PHILOSOPHE FRANÇAIS